

1 / RAPPORT DE PRESENTATION

Sommaire général – Préambule - Glossaire

SOMMAIRE GÉNÉRAL

PRÉAMBULE / GLOSSAIRE

LIVRET 1	DIAGNOSTIC SOCIO-ÉCONOMIQUE
LIVRET 1bis	SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC ET DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
LIVRET 2	ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT
LIVRET 3	JUSTIFICATION DES CHOIX RETENUS POUR LE PROJET
LIVRET 4	ESPACES DANS LESQUELS LES PLU DOIVENT ANALYSER LES CAPACITÉS DE DENSIFICATION ET DE MUTATION
LIVRET 5	ARTICULATION DU PROJET AVEC LES DOCUMENTS CADRES DE RANG SUPÉRIEUR
LIVRET 6	ANALYSE DES INCIDENCES DONT LES INCIDENCES SUR LES SITES NATURA 2000 ET MESURES ENVIRONNEMENTALES ET DE SUIVI ASSOCIÉES
LIVRET 7	RÉSUMÉ NON TECHNIQUE
LIVRET 8	INDICATEURS DE SUIVI

PRÉAMBULE

LE SCoT, OBJECTIFS ET CONTENU MATERIEL

Les articles L. 101-1 et L. 101-2 du Code de l'urbanisme définissent les principes communs à tous les documents d'urbanisme. L'article L101-2 a été modifié par la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (loi « ALUR »).

- Article L101-1

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation.

Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences.

En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie. »

- Article L101-2

« Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
 - b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
 - c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
 - d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;
 - e) Les besoins en matière de mobilité ;
- 2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables »

Le cadre général et la composition du dossier du SCoT sont régis par les articles L. 141-1 à L. 141-5 et suivants :

- Article L141-1

« Le schéma de cohérence territoriale respecte les principes énoncés aux articles L. 101-1 à L. 101-3.

Il est compatible avec les dispositions et documents énumérés aux articles L. 131-1 et prend en compte les documents énumérés à l'article L. 131-2. »

- Article L141-2

« Le schéma de cohérence territoriale comprend :

- 1° Un rapport de présentation ;
- 2° Un projet d'aménagement et de développement durables ;
- 3° Un document d'orientation et d'objectifs.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques. »

- Article L141-3

« Le rapport de présentation explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs en s'appuyant sur un diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques, notamment au regard du vieillissement de la population et des besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'agriculture, de préservation du potentiel agronomique, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services.

Il identifie, en prenant en compte la qualité des paysages et du patrimoine architectural, les espaces dans lesquels les plans locaux d'urbanisme doivent analyser les capacités de densification et de mutation en application de l'article L. 151-4.

Il présente une analyse de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du schéma et justifie les objectifs chiffrés de limitation de cette consommation compris dans le document d'orientation et d'objectifs.

Il décrit l'articulation du schéma avec les documents mentionnés aux articles L. 131-1 et L. 131-2, avec lesquels il est compatible ou qu'il prend en compte. »

- Article L141-4

« Le projet d'aménagement et de développement durables fixe les objectifs des politiques publiques d'urbanisme, du logement, des transports et des déplacements, d'implantation commerciale, d'équipements structurants, de développement économique, touristique et culturel, de développement des communications électroniques, de qualité paysagère, de protection et de mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers, de préservation et de mise en valeur des ressources naturelles, de lutte contre l'étalement urbain, de préservation et de remise en bon état des continuités écologiques. En matière de déplacements, ces objectifs intègrent une approche qualitative prenant en compte les temps de déplacement.

Lorsque le périmètre d'un schéma de cohérence territoriale recouvre en tout ou partie celui d'un pays ayant fait l'objet d'une publication par arrêté préfectoral, le projet d'aménagement et de développement durables du

schéma de cohérence territoriale prend en compte la charte de développement du pays. »

- Article L141-5

« Dans le respect des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables, le document d'orientation et d'objectifs détermine :

1° Les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers ;

2° Les conditions d'un développement urbain maîtrisé et les principes de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages et de prévention des risques ;

3° Les conditions d'un développement équilibré dans l'espace rural entre l'habitat, l'activité économique et artisanale, et la préservation des sites naturels, agricoles et forestiers.

Il assure la cohérence d'ensemble des orientations arrêtées dans ces différents domaines. »

La loi définit également le « contenu matériel » du schéma de cohérence territoriale en imposant trois documents successifs (articles R. 141-1 à R. 141-9) :

- **Le rapport de présentation dont l'état initial de l'environnement et l'évaluation environnementale ;**
- **Le projet d'aménagement et de développement durable (PADD) ;**
- **Le document d'orientation et d'objectifs (DOO).**

Chacune de ces pièces a donc un rôle particulier. Elles ont pour fonction, soit de **justifier le projet de territoire défini par les élus** du territoire, soit de **le décrire**, soit **d'instaurer le cadre assurant sa mise en œuvre opérationnel**.

1. **Le rapport de présentation** : il s'agit du document d'explication et de justification du projet de territoire, sur lequel vont s'adosser les orientations et les objectifs opposables du SCOT. C'est une **photographie dynamique du territoire**, à un instant t, dans tous les domaines de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

2. Le PADD (projet d'aménagement et de développement durables) :

Il s'agit du **projet de territoire**, qui **fixe les ambitions des élus du SCoT pour les 18 prochaines années à l'échelle du SCoT**. C'est une approche prospective et intercommunale. Cette pièce du SCoT permet de mettre en cohérence les différents projets développés par les collectivités territoriales du territoire (*communes, communautés de communes*). Elle permet également de formaliser un projet de développement local à l'échelle d'un bassin de vie, lisible pour l'ensemble des acteurs de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

3. Le DOO (document d'orientation et d'objectifs) : Il s'agit de la pièce opposable du SCoT, qui **fixe les orientations et les objectifs de performance à respecter dans le cadre des documents d'urbanisme (PLU, PLUi, cartes communales, POS)**, voir même de certaines opérations d'aménagement (*ZAC, lotissements de plus de 5000 m² de surface de plancher...*). **Les élus du SCoT sont garants du respect des dispositions opposables du DOO, ainsi que l'Etat, dans le cadre du contrôle de légalité.**

En ce qui concerne le rapport de présentation :

- Article R141-2

« Le rapport de présentation expose le diagnostic prévu à l'article L. 141-3 et précise, le cas échéant, les principales phases de réalisation envisagées.

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du schéma ;

2° Analyse les incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement et expose les problèmes posés par l'adoption du schéma sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

3° Explique les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du schéma au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national ;

4° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du schéma sur l'environnement ;

5° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du schéma prévue à l'article L. 143-28. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du schéma sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

6° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée. »

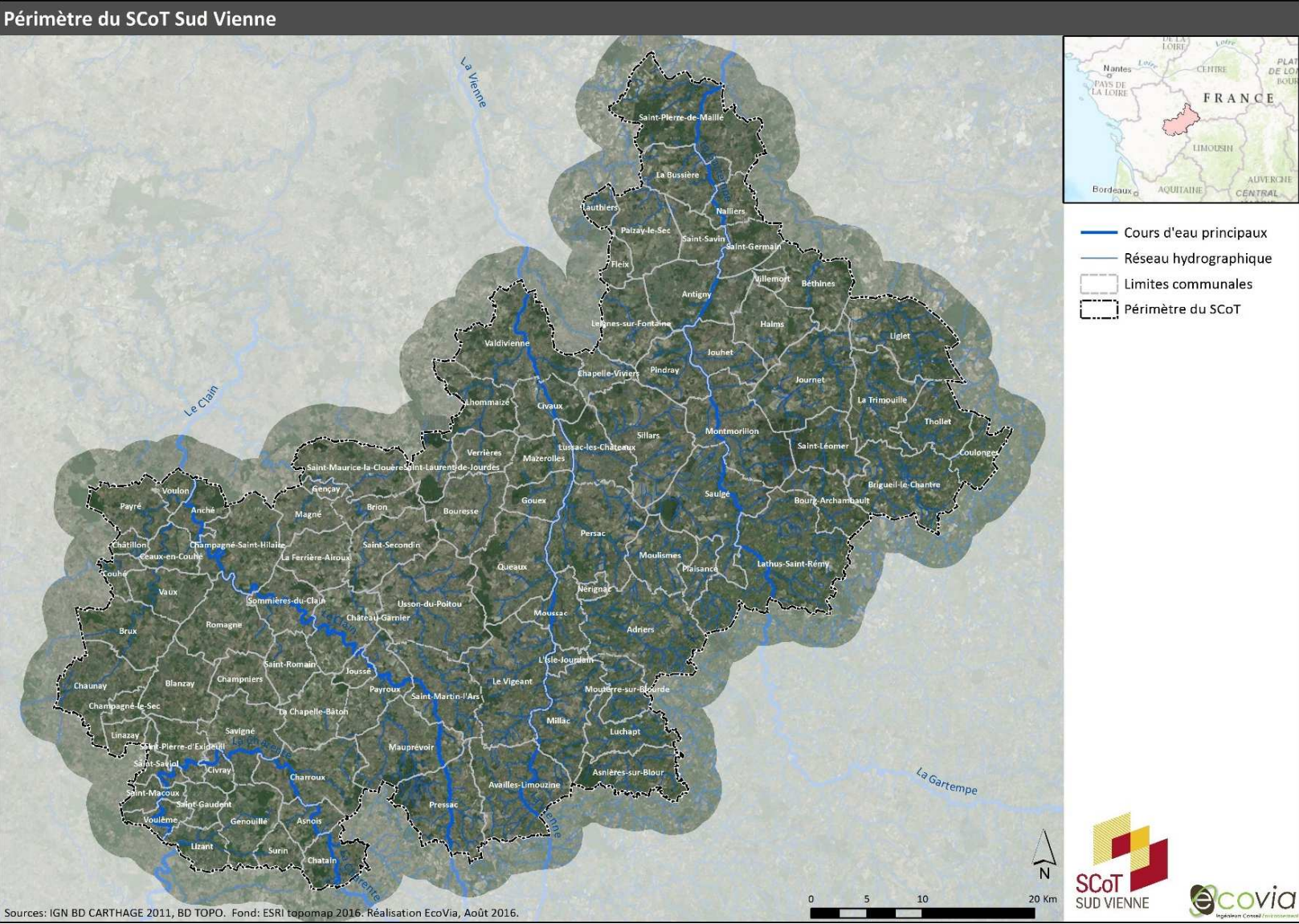
- Article R141-3

« Le rapport de présentation est proportionné à l'importance du schéma de cohérence territoriale, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée. »

- Article R141-4

« En cas de révision, de modification, ou de mise en compatibilité du schéma de cohérence territoriale, le rapport de présentation est complété par l'exposé des motifs des changements apportés. »

CARTE DU TERRITOIRE



2 COMMUNAUTÉS DE COMMUNES ET 95 COMMUNES

CC Vienne et Gartempe
Adriers
Antigny
Asnières-sur-Blour
Availles-Limouzine
Béthines
Bourg-Archambault
Brigueil-le-Chantre
Coulonges
Haims
L'Isle-Jourdain
Jouhet
Journet
Lathus-Saint-Rémy
Liglet
Luchapt
Mauprévoir
Millac
Montmorillon
Moullismes
Moussac
Mouterre-sur-Blourde
Nalliers
Nérignac
Pindray
Plaisance
Pressac
Queaux
Saint-Germain
Saint-Léomer
Saint-Martin-l'Ars
Saint-Savin
Saulgé
Thollet
La Trimouille
Usson-du-Poitou

CC Vienne et Gartempe
Le Vigeant
Villemort
Bouresse
Civaux
Goux
Lhonnaizé
Lussac-les-Châteaux
Mazerolles
Persac
Saint-Laurent-de-Jourdes
Sillars
Verrières
Chapelle-Viviers
Fleix
Lauthiers
Leignes-sur-Fontaine
Paizay-le-Sec
Valdivienne
La Bussière
Saint-Pierre-de-Maillé

CC Civraisien en Poitou
Asnois
Blanzay
Champagné-le-Sec
Champniers
La Chapelle-Bâton
Charroux
Chatain
Civray
Genouillé
Joussé
Linazay
Lizant
Payroux
Saint-Gaudent
Saint-Macoux
Saint-Pierre-d'Exideuil
Saint-Romain
Saint-Saviol
Savigné
Surin
Voulême
Anché
Brux
Ceaux-en-Couhé
Châtillon
Chaunay
Couhé
Payré
Romagne
Vaux
Voulon
Brion
Champagné-Saint-Hilaire
Château-Garnier
La Ferrière-Airoux

CC Civraisien en Poitou
Gençay
Magné
Saint-Maurice-la-Clouère
Saint-Secondin
Sommières-du-Clain

LE SYNDICAT MIXTE SCOT SUD VIENNE

L'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale Sud Vienne a été prescrite et est portée par le Syndicat Mixte SCOT Sud Vienne.

C'est un syndicat mixte fermé dont les membres à l'origine étaient 5 communautés de communes du Sud Vienne qui ont fusionné au 1^{er} janvier 2017 en 2 communautés de communes (cf. plus haut).

GLOSSAIRE

AASQA : Association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air

ABF : architecte des bâtiments de France

AEP : adduction d'eau potable

AFU : association foncière urbaine

APPB : arrêté préfectoral de protection de biotopes

BE : bureau d'études

CA : chambre d'agriculture

CAUE : conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement

CC : communauté de communes

CC : carte communale

CCI : Chambre de Commerce et d'Industrie

CDPNAF : Commission Départementale de Protection des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers

CDSPP : commission départementale des sites, perspectives et paysages

CE : Code de l'environnement

CES : coefficient d'emprise au sol

CEREMA : centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement

CGI : code général des impôts

CLC : Corine Land Cover

CMA : chambre des métiers et de l'artisanat

COS : coefficient d'occupation des sols

CU : Code de l'urbanisme

CU : communauté urbaine

DDT : direction départementale des territoires

Densification : nouvelles urbanisations ou mobilisation de friches d'activités localisées à l'intérieur de l'emprise bâtie (ou enveloppe urbaine) existante.

DGFIP : Direction Générale des Finances Publiques

DCE : Directive Cadre sur l'Eau

DOO : document d'orientation et d'objectifs

DPU : droit de préemption urbain

DPUR : droit de préemption urbain renforcé

DREAL : direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement

DTA : directive territoriale d'aménagement

DTADD : directive territoriale d'aménagement et de développement durable

DUP : déclaration d'utilité publique

EBC : espaces boisés classés

ENS : espaces naturels sensibles

EPA : établissement public administratif

EPIC : établissement public industriel et commercial

EPF : établissement public foncier

EPCI : établissement public de coopération intercommunale

ER : emplacement réservé

Extension urbaine : secteur de nouvelle urbanisation localisé à l'extérieur de l'emprise bâtie (ou enveloppe urbaine) existante.

GES : gaz à effet de serre

HLM : habitation à loyer modéré

IGN : Institut Géographique National

INPN : Inventaire national du patrimoine naturel

Logement aidé : concerne toutes formes de logement appuyé par la puissance publique (le logement social, l'accession à la propriété, etc.)

Loi ENE ou Loi Grenelle : loi engagement national pour l'environnement

Loi ENL : loi engagement national pour le logement

Loi LEMA : loi sur l'eau et les milieux aquatiques

Loi SRU : loi solidarité et renouvellement urbain

Loi UH : loi urbanisme et habitat

OIN : opération d'intérêt national

OAP : orientation d'aménagement et de programmation

PA : permis d'aménager

PADD : projet d'aménagement et de développement durable

PAE : projet d'aménagement d'ensemble

PC : permis de construire

PCET : plan climat énergie territorial

PDIPR : plan départemental des itinéraires de promenades et de randonnées

PDU : plan de déplacement urbain
 PEB : plan d'exposition aux bruits
 PLH : plan local de l'habitat
 PLU : plan local d'urbanisme
 PLUI : plan local d'urbanisme intercommunal
 PPA : personnes publiques associées
 POS : plan d'occupation des sols
 PNRAS : participation pour non-réalisation des aires de stationnement
 PPR : plan de prévention des risques
 PPRN : plan de prévention des risques naturels
 PPRT : plan de prévention des risques technologiques
 RNU : règlement national d'urbanisme
 SAGE : schéma d'aménagement et de gestion des eaux
 SCOT : schéma de cohérence territoriale
 SDAGE : schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux
 SDTAN : schéma directeur territorial d'aménagement numérique
 SDC : schéma de développement commercial
 SdP : surface de plancher
 SPANC : Service Public d'Assainissement Non Collectif
 SEM : société d'économie mixte
 SHON : surface hors œuvre nette
 SMD : seuil minimal de densité
 SMVM : schéma de mise en valeur de la mer
 SPANC : service public d'assainissement non collectif
 SPLA : société publique locale d'aménagement
 SRADT : schéma régional d'aménagement et de développement du territoire
 SRCAE : schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie
 SRCE : schéma de cohérence écologique
 SSC : schéma des services collectifs
 TH : taxe d'habitation
 TLE : taxe locale d'équipement
 TVB : trame verte et bleue
 ZAC : zone d'aménagement concerté
 ZAD : zone d'aménagement différé
 ZNIEFF : zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique
 Zone A : zone agricole du PLU
 Zone AU : zone à urbaniser du PLU
 Zone N : zone naturelle et forestière du PLU
 Zone U : zone urbaine du PLU
 ZPS : zone de protection spéciale
 ZSC : zones spéciales de conservation



www.scot-sudvienne.fr

